



COMMUNIQUÉ COMMUN DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Union Départementale CGT 55 et Union Syndicale Solidaires 55

**HIER LA CASSE SOCIALE, AUJOURD'HUI LE PASS SANITAIRE, DEMAIN  
L'IMPASSE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE.**

**APPEL A LA MOBILISATION ET A LA GREVE  
INTERPROFESSIONNELLE**

**MERCREDI 25 AOÛT**

Nos organisations, Union départementale CGT MEUSE et Union Syndicale SOLIDAIRES MEUSE, s'associent pour dénoncer **l'ensemble des annonces** formulées par Emmanuel MACRON le 12 juillet.

Avec la loi instaurant le « pass sanitaire » et la vaccination obligatoire, adoptée au pas de course dans un relatif déni démocratique, Macron et son gouvernement ont créé une nouvelle cause de précarité pour les travailleurs et les travailleuses : le doute !

Alors que **face aux immenses enjeux sanitaires, sociaux, mais aussi environnementaux, nous aurions plus que jamais besoin d'une société unie et solidaire**, nous déplorons qu'une nouvelle fois le gouvernement divise pour mieux régner. Après la pseudo écologie anti-sociale de la taxe carbone, après la sécurité globale au détriment des libertés individuelles, après la diabolisation des musulmans, voici qu'ils nous divisent sur la question sanitaire... annonçant d'une même sentence la future casse sociale.

Grâce notamment à toutes celles et ceux qui manifestent les samedis depuis ces annonces, ces attaques perpétrées envers plusieurs grands principes constitutionnels (droit à l'emploi, égalité et interdiction des discriminations, respect de la vie privée et droit à la protection sociale et à la santé publique) n'ont pas profité de la trêve estivale. Nous excluons bien sûr de nos propos les rassemblements politiques organisés par des organisations d'extrême droite qui n'ont que pour effet de faire valoir leurs organisateurs et leurs lignes politiques nauséabondes.

**Que nous soyons vacciné-e ou pas, que nous ayons confiance dans ces vaccins ou pas, que nous soyons concerné-e par l'obligation vaccinale ou pas :**

**N'ACCEPTONS PAS LES MENACES PERPÉTRÉES À L'ENSEMBLE DU MONDE SOIGNANT** alors qu'un an après le SEGUR de la Santé, l'hôpital est toujours à l'agonie ;

**N'ACCEPTONS PAS LE CHANTAGE PSYCHOLOGIQUE À LA VACCINATION** pour soutenir des pans entiers d'économie alors que les plus riches n'ont toujours pas été mis-e à contribution à hauteur de leur fortune ;

**N'ACCEPTONS PAS LA MISE AU BAN DES ENFANTS** non vaccinés dans les écoles alors que les effectifs des enseignants sont toujours insuffisants pour réduire la taille des classes ou le conditionnement de l'accès des lieux de culture essentiels et gratuits, comme les bibliothèques ;

**N'ACCEPTONS PLUS QUE MÊME EN TEMPS DE CRISE SANITAIRE, DES ENTREPRISES QUI ONT TOUCHÉ DES AIDES PUBLIQUES PUISSENT VERSER PRÈS DE 57 MILLIARDS D'EUROS À LEURS ACTIONNAIRES** et que des laboratoires pharmaceutiques qui réalisent des bénéfices hors normes, qu'ils redistribuent en grande partie aux actionnaires alors qu'ils pourraient être réinjectés dans la santé, la solidarité et l'impérative transition écologique et solidaire ;

**N'ACCEPTONS PLUS LA SOCIÉTÉ POLICIÈRE** qu'ils préparent un promettant 900 000 000 d'euros pour les services de l'ordre et en permettant le recrutement de vigiles alors que nous aurions besoin, pour parer à la crise et même en dehors, de plus de personnels soignants, notamment ;

**N'ACCEPTONS PLUS LES FERMETURES et DÉGRADATIONS DES SERVICES PUBLICS** comme les fermetures des services d'urgences qui ont atteint un nombre record et inquiétant cet été et alors que beaucoup de services hospitaliers fonctionnent en permanence en mode dégradé (100 000 lits fermés en 20 ans) ;

**N'ACCEPTONS PLUS CES ATTAQUES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE NOS SYSTÈMES DE CHÔMAGE ET DE RETRAITE** qui nous feront directement porter le poids du « quoi qu'il en coûte » et du plan de relance alors que nous, nous avons déjà consenti à tellement d'efforts.

**N'ACCEPTONS PLUS LES ERREURS ET LES MENSONGES DES MINISTRES, N'ACCEPTONS PLUS LEURS INSUPPORTABLES DÉTOURNEMENTS DE LANGAGE, N'ACCEPTONS PLUS CE GOUVERNEMENT** qui, au lieu de prendre les mesures nécessaires pour enrayer l'épidémie et malgré les efforts collectifs de la population pour s'adapter à la COVID 19, distille la division et prépare la société du contrôle total **tout en profitant du contexte sanitaire pour appliquer au forceps la doctrine néo-libérale avant la fin du quinquennat.**

**N'ACCEPTONS PLUS D'ÊTRE MEPRISÉ·E·S ET INSTRUMENTALISÉ·E·S, NOUS QUI PRODUISONS DE NOS MAINS, NOUS QUI PRODIGUONS LES SOINS, NOUS QUI PROCURONS LES SERVICES PUBLICS OU MARCHANDS, NOUS QUI NOUS ENGAGEONS BÉNÉVOLEMENT.**

**C'EST NOUS ET SEULEMENT NOUS QUI AVONS PERMIS À TOUTE LA SOCIÉTÉ DE TENIR ET C'EST NOUS QUI PERMETTRONT CHAQUE JOUR À LA SOCIÉTÉ D'ÊTRE CE QU'ELLE EST PAR NOTRE TRAVAIL, QU'IL SOIT SALARIÉ OU BÉNÉVOLE !**

À quelques jours de l'application du pass sanitaire aux salariés ? nous proposons donc d'élargir la mobilisation dans les entreprises et les associations, et compte tenu des enjeux pour l'ensemble des salarié·e·s, nous appelons chacune et chacun à se mobiliser également sur leur temps d'activité pour exiger :

- le retrait de cette loi et de l'état d'urgence sanitaire ;
- des moyens financiers et humains bien plus importants dans les hôpitaux publics et les Ehpad, un débat et une information d'ampleur, des possibilités de se faire vacciner sur le temps de travail, une couverture renforcée des centres de vaccination et les embauches nécessaires pour permettre des conditions de travail respectueuses des exigences sanitaires ;
- une action résolue en faveur de la levée des brevets au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, pour la solidarité internationale et la santé publique ;
- l'abandon des lois et projets sur l'assurance chômage et les retraites ;
- que les modalités de l'article 18 de la LOI « pass sanitaire », qui prévoit que « la réparation intégrale des préjudices directement imputables à une vaccination obligatoire administrée en application du I de l'article 12 est assurée conformément à l'article L. 3111-9 du code de la santé publique », soient étendues à l'ensemble des vaccinés, volontaires ou contraints.

**Sur la base de ces revendications, nous appelons conjointement et en complément des manifestations apertises des samedis à la grève et la mobilisation interprofessionnelle. Nous vous donnons RDV :**

**Mercredi 25 août à 10h à la préfecture de Bar le Duc  
ET PARTOUT AILLEURS !**